

Identités insurgées, de Roger V. Gould

Roger V. Gould, *Insurgent Identities. Class, Community and Protest in Paris from 1848 to the Commune*, University of Chicago Press, 1995, 253 p.

Lilian Mathieu

Bien que consacré à ces événements phares de l'histoire française que sont la révolution de 1848 et la Commune, le livre de l'historien et sociologue américain Roger Gould n'a reçu dans notre pays qu'un accueil des plus discrets. Cela est d'autant plus regrettable que cet ouvrage a un double intérêt. En premier lieu, celui de présenter un cadre d'analyse des phénomènes contestataires (en l'occurrence ici révolutionnaires) original en bien des aspects, ensuite celui de donner une analyse des événements de 1848 et de 1871 qui, en plusieurs points, s'inscrit en rupture avec certaines de leurs interprétations les plus solidement ancrées.

Ainsi que l'indique le titre du livre, le cadre théorique que développe Roger Gould accorde une grande importance au rôle que jouent les identités dans le cours des processus de mobilisation. Cet intérêt pour la dimension identitaire de la contestation ne fait pas pour autant de l'auteur un héritier attardé du courant de l'analyse des « nouveaux mouvements sociaux » qui, dans les années 1970-80, proclamait le déclin des mouvements « matérialistes » au profit de mobilisations désormais supposées tournées vers la défense d'identités marginales ou minoritaires (féminisme, régionalisme, mouvement homosexuel...). Son approche envisage les appartenances et les identifications collectives à la fois comme une base sur laquelle peuvent, dans certaines circonstances, s'agréger des individus pour former un groupe contestataire, et comme le produit des relations sociales affirmées et forgées dans le cours de l'action collective. En d'autres termes, le recrutement de participants à une lutte collective s'opère autour d'une identité particulière (que Gould appelle *participation identity*) dans laquelle ceux-ci se reconnaissent mutuellement, et que le mouvement tend à redéfinir ou à mettre en forme en en défendant les intérêts et les valeurs. Selon cette approche, les identités constituent à la fois une condition (c'est autour d'elles que se cristallisent les groupes contestataires) et un produit (au travers de leur redéfinition ou de leur consolidation) de l'action collective.

Mais un sociologue comme Gould sait pertinemment que, dans nos sociétés, les individus ne sont pas dotés d'une seule, mais d'une grande multiplicité d'identités, relatives à divers liens sociaux (de parenté, de résidence, de classe, de nationalité, de religion, etc.). Se pose par conséquent la question des conditions de la prééminence que peuvent s'arroger, dans les contextes de mobilisations, certaines identités au détriment d'autres dont les individus sont également dotés (on pense par exemple à 1914 qui a vu l'identité nationale supplanter l'identité de classe). Ici, l'analyse se veut attentive aux variations conjoncturelles d'intensité des référents identitaires : si les degrés, variables, de structuration interne des différents groupes d'affiliation – et notamment le fait qu'ils soient dotés d'organisations stables telles qu'associations ou syndicats – déterminent dans les conjonctures routinières une certaine hiérarchie des identités, celle-ci peut être radicalement remise en cause lors d'une situation de crise. Pour Gould, « les événements critiques peuvent être le théâtre de mobilisations non par la création de nouvelles identités inexistantes auparavant mais parce qu'ils réorganisent l'échelle des identifications sociales déjà pertinentes à des degrés variables pour les individus » (p. 19). Les organisations jouent dans ce cadre un rôle décisif en permettant la réunion d'individus aux propriétés similaires qui, mis en contact direct, vont pouvoir se reconnaître comme partageant la même identité, et comme ayant des intérêts et des valeurs semblables à défendre ensemble.

Ce cadre théorique propose donc une voie originale dans une analyse des mouvements sociaux tiraillée entre l'économisme réducteur de la mobilisation des ressources et les tentations idéalistes des modèles « cognitivistes » (notamment inspirés par l'analyse goffmanienne des cadres de l'expérience) de l'action collective¹. L'approche des identités sociales que propose Gould, qui intègre comme un élément de première importance, outre leur pluralité et leur plasticité, le fait qu'elles sont le produit d'une construction sociale et l'objet d'usages différenciés en fonction des évolutions du contexte, est résumée avec humour par l'auteur lorsque, paraphrasant Marx, il affirme dans sa conclusion que « les hommes font leurs propres identités, mais ils ne les font pas dans des circonstances choisies par eux ». Reste à évaluer la pertinence d'un tel modèle lorsque mis à l'épreuve dans l'étude des événements de 1848 et 1871.

La thèse principale de l'ouvrage, tirée de l'analyse comparée des deux révolutions, est ainsi résumée : « En 1848, les insurgés de Paris répondaient à une identité de participation basée sur la classe. La grande majorité d'entre eux étaient des salariés, et cet élément était central pour leur participation à la révolution : ils justifiaient leur action, à la fois pour eux et pour autrui, en référence à un appareil conceptuel qui liait explicitement leurs griefs et revendications à leur statut de travailleurs exploités dans un système défini comme

capitaliste » (p. 27). En revanche, « l'identité de participation qui a conduit les individus dans le mouvement insurrectionnel de 1871 était (...) la communauté urbaine (ainsi que l'indique clairement le nom de "Commune") (...) Quand les Parisiens ont rejoint en masse les rangs des bataillons de la Garde nationale et risqué leur vie sur les barricades, ils l'ont fait pour des raisons spécifiques qui avaient davantage à voir avec leur identification (*self-conception*) comme habitants d'une ville qu'avec leur identification comme travailleurs » (p. 28). Cette analyse de la Commune, qui rompt avec les lectures marxistes envisageant les événements de 1871 comme moment d'exacerbation de la lutte des classes, est étayée par une étude des évolutions qu'a connu la population parisienne – sur les plans principalement de l'activité contestataire, de la résidence et de la sociabilité – entre 1848 et 1871.

Cette rupture avec les analyses marxistes ne concerne toutefois que la Commune : Gould, on l'a vu, ne remet pas en cause les interprétations de la révolution de 1848 comme une contestation du capitalisme par un prolétariat urbain parvenu à la conscience de former une classe distincte et porteuse d'intérêts collectifs propres. Un contexte de chômage frappant l'ensemble des branches d'activité, l'influence des clubs socialistes dont les analyses et programmes se référaient davantage à un statut général de travailleur qu'aux identités corporatives, la prégnance de ce qui était alors appelé la « question sociale » ont, selon l'auteur, directement contribué aux journées de février ; cette première étape révolutionnaire, dont les principales réalisations seront la création des ateliers nationaux et la mise en place de la Commission du Luxembourg chargée d'instaurer une nouvelle « organisation du travail », a contribué à consolider cette identité de travailleur dans laquelle se sont largement reconnus les ouvriers parisiens, et c'est en son nom, et en réponse aux menaces d'appropriation de leur insurrection par des adversaires désormais clairement identifiés comme bourgeois, que ceux-ci se révolteront de nouveau, mais cette fois sans succès, en juin.

Mais ce que Gould constate après 1848 et tout au long du Second empire est un délitement de cette identité de classe, qui perd son pouvoir mobilisateur et fédérateur. Dans un contexte de brutale répression de toute velléité revendicative, la grande majorité des mobilisations des années 1860 sont des mobilisations corporatistes ; leur base sociale (et notamment les organisations qui les initient et les conduisent) comme leurs revendications réfèrent avant tout à des identités de *métier*², et non à un statut général de travailleur ou de prolétaire. Cette évolution s'est réalisée parallèlement à un autre processus, géographique celui-ci, que Gould juge déterminant, à savoir les importantes transformations qui ont affecté l'espace urbain parisien à partir des années 1850. L'annexion des communes limitrophes (Belleville, Grenelle,

Vaugirard, Montmartre...) et l'hausmannisation ont eu pour conséquence bien connue une expulsion des classes populaires du centre de Paris vers sa périphérie. De leur installation dans ces nouveaux quartiers distants de leurs lieux de travail sont nées de nouvelles formes de sociabilité, moins centrées autour de l'atelier – et donc sur l'identité de métier – mais davantage autour d'une *identité de quartier*, partagée par des individus aux activités professionnelles diverses et structurée autour de lieux de sociabilité sans lien direct avec le monde du travail.

La frustration de résidents urbains – c'est-à-dire d'individus se percevant et se définissant désormais comme tels – privés par l'État impérial de tout pouvoir sur la gestion de leur ville a trouvé dans la crise ouverte par la défaite, l'abdication de Napoléon III et le siège de Paris, le contexte favorable à une insurrection attachée principalement à la défense des libertés municipales – mais où les enjeux du monde du travail n'occupaient qu'une place des plus marginales. En d'autres termes, la Commune n'était selon Gould pas une révolution du prolétariat contre le capitalisme, et ni l'identité de travailleur ni la « conscience de classe » du prolétariat n'ont joué un rôle déterminant dans l'insurrection ; révolte urbaine avant tout, elle se serait construite et développée sur la base du quartier et de ses référents identitaires, et dans la défense de l'autonomie municipale contre le pouvoir étatique. Une analyse qualitative et statistique des dossiers de membres de la Garde nationale jugés après la chute de la Commune appuie cette thèse en montrant non seulement que ceux-ci provenaient dans leur grande majorité de ces nouveaux quartiers populaires récemment annexés (et donc où la mixité professionnelle était la plus forte et les identités de métier les plus faibles), mais également que les liens d'interconnaissance préalablement tissés entre habitants des mêmes zones urbaines ont largement joué dans leur engagement (un contrôle mutuel entre voisins aurait favorisé l'engagement massif dans la Garde nationale et prévenu les défections).

Cette attention aux contextes pratiques d'apparition et de développement des mouvements contestataires, et notamment aux effets de l'interaction directe entre individus et de l'information qu'ils livrent sur l'état de la mobilisation dans d'autres secteurs, fait partie des aspects les plus intéressants du travail de Gould et ouvre à une appréhension dynamique et situationnelle de ce type de phénomène. La prise en compte des dimensions proprement géographiques, rare en sociologie des mouvements sociaux et qui s'accompagne ici d'une discussion critique avec la sociologie urbaine d'inspiration marxiste (Castells et Lefebvre, notamment), est de ce point de vue un des apports majeurs du livre. Ces qualités n'empêchent toutefois pas le lecteur de ne pas être toujours entièrement convaincu par les conclusions de l'auteur. Il semble

qu'à trop vouloir récuser les lectures de la Commune comme épisode de la lutte des classes, Gould grossisse le trait et néglige certaines questions ou éléments qui risqueraient de relativiser sa thèse. Ainsi le rôle important joué pendant la Commune par les militants révolutionnaires socialistes est-il étrangement peu évoqué, de même que la facilité et la rapidité avec laquelle se sont imposées, dès la fin des événements, ces lectures en termes de lutte des classes méritaient sans doute quelques éléments d'explication. Sans remettre radicalement en cause une démonstration par ailleurs solidement argumentée, une confrontation plus développée avec les interprétations concurrentes, une attention plus vive pour les luttes de définition et d'interprétation dont les événements révolutionnaires sont l'enjeu ainsi que des constats plus nuancés auraient probablement davantage servi le propos de l'auteur.

1 Pour une présentation critique des modèles actuellement dominants dans l'analyse des mouvements sociaux, cf. Lilian Mathieu, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, 2002.

2 Sur cette dimension corporatiste du mouvement ouvrier français, cf. les travaux — auxquels Gould se réfère amplement — de William H. Sewell, *Gens de métier et révolutions*, Paris, Aubier-Montaigne, 1983, et Bernard H. Moss, *Aux origines du mouvement ouvrier français*, Paris, Les Belles Lettres, 1985.

Sélection bibliographique

Edward Saïd, *Criticism and Society*

Abdirahman A. Hussein, Londres, Verso, 2002.

La première biographie intellectuelle de l'auteur d'*Orientalism*.

Antinomies of Modernity: Essays on Race, Orient, Nation

Vasant Kaiwar et Sucheta Mazumdar, Duke University Press.

Une critique marxiste des « postcolonial studies » et des « subaltern studies »

Fighting Identities: Race, Religion and Nationalism

Socialist Register 2003, édité par Léo Panitch et Colin Leys.

Avec (entre autres) des contributions de Aijaz Ahmad, Manning Marable, Aziz Al-Azmeh, Peter Gowan, Susan Woodward.

Redistribution or Recognition

Nancy Fraser et Axel Honneth, Londres, Verso.

Un débat entre deux philosophes, nord-américaine et allemande, sur le rapport entre redistribution économique et reconnaissance symbolique.

Race and Revolution

Max Schachtman, Londres, Verso.

Par l'un des pionniers de l'opposition de gauche aux États-Unis, cet essai place le combat des Noirs pour la liberté et l'égalité au cœur de l'histoire américaine. En avance sur son temps, il fut publié en 1933 sous le titre *Communism and the Negro*. Une introduction de Christopher Phelps compare son approche à celles de Trotski et de CLR James.

Islams and Modernities

Aziz Al-Azmeh, Londres, Verso.

L'Islam est devenu le nouveau spectre qui hante l'Europe. Pour l'auteur, cette perception raciste n'est que l'image inversée des mythes propagés par le fondamentalisme islamiste. Cet essai souligne la diversité de l'Islam. Prenant en compte ses racines sociales et sa généalogie intellectuelle, il reconsidère les relations entre l'Islam et l'Occident.